



HAL
open science

Honduras: la fin des plantations ?

Guy Durand

► **To cite this version:**

| Guy Durand. Honduras: la fin des plantations ?. [Rapport de recherche] Inconnu. 1983. hal-02290691

HAL Id: hal-02290691

<https://hal.science/hal-02290691v1>

Submitted on 17 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



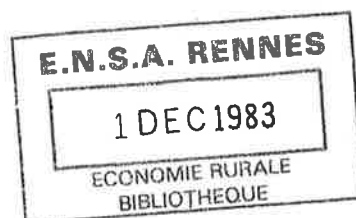
Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE DE RENNES
65, rue de Saint-Brieuc
35042. RENNES CEDEX

CHAIRE D'ECONOMIE RURALE

CNSA - LSR
RENNES

G. D. n°3



LE HONDURAS : la fin des plantations ?

Guy DURAND

Novembre 1983

Communication au séminaire international du 21 au 24 Novembre 1983
à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) :

"Transformations foncières et changement social dans
les sociétés rurales de la Caraïbe"

PLAN

INTRODUCTION

Ière PARTIE : L'ORIGINE DES STRUCTURES AGRAIRES ACTUELLES

- 1- Situation au moment de l'indépendance
- 2- L'échec de la réforme libérale
- 3- L'émergence des plantations bananières
- 4- Les campagnes honduriennes à la veille de la 1ère réforme agraire (1962)
 - 41- Structures de production
 - 42- Emplois et revenus
 - 43- Modèles de production

IIème PARTIE : LA REFORME AGRAIRE DE 1972-74

- 1- Le contexte politique et social
- 2- Les antécédents de la réforme agraire
- 3- L'essor du mouvement paysan au Honduras
- 4- Formes de lutte dans la campagne hondurienne
- 5- Le décret n°8 et la loi de 1975

IIIème PARTIE : LES LIMITES DE LA REFORME AGRAIRE

- 1- Une réussite incontestable du modèle coopératif
 - 11- Le modèle guanchías
 - 12- Les Unités Collectives de Production de la R.A.
- 2- La naissance difficile de l'EAC d'Isletas
 - 21- La création
 - 22- Les résultats du FAL
- 3- Les contractions du secteur de réforme agraire
 - 31- Rapports sociaux dans les coopératives
 - 32- Une autonomie limitée par rapport à l'Etat
 - 33- Une dépendance par rapport aux entreprises étrangères

CONCLUSION

H O N D U R A S : la fin des plantations ?

Guy DURAND - ENSA Rennes

"Les transformations récentes de l'enclave bananière au Honduras", tel était le titre d'une récente publication de deux économistes de l'Université de Tegucigalpa : Daniel SLUTZKY et Esther ALONSO. Par ailleurs les organisateurs de ce colloque sur les transformations foncières et le changement social dans les sociétés rurales de la Caraïbe "observent depuis un siècle et demi la conquête progressive de l'espace agricole et rural des pays de la Caraïbe par des exploitations familiales au détriment des plantations". Peut-on vraiment annoncer la fin des plantations au Honduras ? Ce pays que l'on a qualifié de "République bananière" (NIEDERGANG, 1969) a, en effet, été dominé économiquement et politiquement par les deux compagnies bananières : la United Fruit Cie (actuelle United Brand) et la Standard Fruit Cie (du groupe Castle and Cook) installées depuis le début de ce siècle. La grève des employés de la banane en 1954, puis le mouvement paysan qui a suivi et enfin la réforme agraire engagée par les lois de 1962 et 1975 seront autant de coups de boutoir remettant en cause cette hégémonie.

L'objet de ce travail est de resituer ce phénomène dans une histoire plus longue des structures agraires du pays et d'analyser la nature des nouvelles formes de production qui se mettent en place.

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine ou des Caraïbes, la plantation, comme forme de production, est un phénomène récent (émergence des compagnies bananières citées plus haut). Même si elle a permis de dominer le pays, elle a cependant conservé un caractère d'enclave et n'a donc pas provoqué de bouleversements dans des structures de production héritées en droite ligne de la colonisation espagnole et à peine remaniée par une "pseudo-réforme libérale" dans les années 1850-70.

Les modèles de production apparus lors des réformes agraires de 1962 et 1975 qui s'appuient sur des unités de production communautaires et que certains auteurs (C. S. de MORAIS, 1976) qualifient de "secteur contemporain" sont-ils susceptibles de s'imposer et de se substituer peu à peu à la plantation capitaliste et tournée vers l'extérieur.

Pour tenter de répondre à cette question, nous examinerons tout d'abord l'origine des structures agraires actuelles. L'étude de la réforme agraire des années 1970 nous permettra de décrire les nouvelles formes de production et situer leur impact. Enfin dans une dernière partie nous tenterons de discuter la portée de ce secteur dit "contemporain" à la lumière des observations que nous avons pu faire dans les années 1975-76.

1ère PARTIE - L'ORIGINE DES STRUCTURES AGRAIRES ACTUELLES

1- SITUATION AU MOMENT DE L'INDEPENDANCE (1821)

L'économie coloniale du Honduras est dominée par l'extraction minière (or et argent). Les richesses minières sont loin de concurrencer celles du Pérou.

Ces mines sont situées dans les régions centrales du pays difficiles d'accès, le transport du minerai se faisant le plus souvent à dos de mules jusqu'aux ports.

L'activité de ces mines subit des fluctuations cycliques depuis le XVIème siècle jusqu'à la fin du XIXème (BRIGNOLI 1973). L'origine de ces fluctuations étant assez mal connue : fluctuations des prix du minerai sur le marché extérieur ou augmentation du coût de la main d'oeuvre qu'il faut aller chercher de plus en plus loin.

Le développement de l'agriculture sera directement lié à l'activité de ces mines. Il s'agit essentiellement de cultures vivrières et d'élevage extensif destinés à l'approvisionnement des zones minières. Il n'existe pas de marché national des produits agricoles mais des marchés locaux cloisonnés.

Il existe bien une petite exportation de bovins en provenance de la province centrale de l'Olancho vers le Guatemala mais elle reste faible.

Par ailleurs, le Nord du pays fait l'objet de coupes de bois mais le commerce est aux mains des Anglais qui dominent alors cette partie du pays.

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, il n'existe pas au Honduras, de manière significative, de grandes plantations tournées vers l'exportation telles que le sucre, coton, indigo, etc... employant de la main d'oeuvre esclave.

Les structures foncières sont caractérisées par la prédominance des grands domaines (latifundio), associés d'une part au minifundio fournisseurs de main d'oeuvre et d'autre part aux communautés indigènes assujetties aux tributs en argent ou en travail sur ces grands domaines. Ces grands domaines sont des propriétés privées ou d'ordre religieux.

Ces structures sociales sont peu favorables à un dynamisme de l'agriculture du fait d'une faible mobilité de la main d'oeuvre (C.S. de MORAIS, 1976). Elles constitueront un frein important au développement dans le cadre de ce que l'on a appelé dans les autres pays la "réforme libérale".

2- L'ECHEC DE LA "REFORME LIBERALE"

La forte croissance économique que connaissent les pays européens (notamment l'Angleterre) dans le courant du XIXème siècle provoque une demande de matières premières pour ses industries (coton, indigo, ...) ainsi que de produits agricoles : café, cacao, banane... Ce mouvement est renforcé par l'amélioration des transports maritimes.

Il faut donc libérer les forces productives de l'agriculture centre-américaine; à savoir la terre et la main d'oeuvre et favoriser l'émergence d'une classe d'entrepreneurs capitalistes susceptibles de répondre à cette demande. Ce mouvement s'accompagne par ailleurs d'une intégration nationale.

Les moyens utilisés seront la vente des terres appartenant aux communautés religieuses et d'une partie de celles des communautés indiennes ainsi que l'aliénation des terres non encore appropriées et considérées comme terres nationales. La main d'oeuvre qui était auparavant attachée à ces terres va se trouver de ce fait libre et pourra s'employer dans les nouvelles plantations dans le cadre du salariat.

En outre, on favorise le développement de nouvelles voies de communications permettant la création d'un marché national et l'acheminement des produits d'exportation vers les ports.

Cet ensemble de mesures que l'on appellera "réforme libérale" que tendaient à bouleverser les anciennes structures sociales, aura peu d'impact au Honduras. Les auteurs avancent plusieurs explications (H. BRIGNOU, 1973, CS. de MORAIS, 1976) dont les plus importantes semblent être :

- les énormes difficultés de transports : l'essentiel de la population était concentrée dans les zones centrales montagneuses et difficilement accessibles alors que les plaines alluviales du Nord et du Sud sont sous-peuplées et insalubres.

- les rigidités institutionnelles : structures de propriété mais aussi le manque d'intégration politique qui conduisent aux luttes internes connues sous le terme de "bandolerismo" (1). Le contrôle de la côte nord ne sera repris qu'en 1859.

Le Honduras n'a donc pas su ou pu saisir l'occasion de cette demande européenne contrairement à ses voisins Salvador et Guatemala où l'on a vu émerger une bourgeoisie du café (ou oligarchie) qui a contribué à une certaine intégration nationale. La répartition des exportations en valeur en 1888-89 (donc à la fin du processus de cette réforme libérale) atteste bien cet échec (H. BRIGNOU 1973) : l'argent représente encore 53,6 % du total contre seulement 2,7 % pour le café et 2,1 % pour l'indigo (de plus en plus concurrencé par les colorants artificiels).

Par contre, la banane occupe une place croissante avec 23,8 % des exportations. Elle introduit dans le pays de nouvelles formes de production et notamment les grandes plantations contrôlées par les 2 compagnies United Fruit et Standard Fruit. L'emprise de ces deux compagnies sera telle sur le pays que l'on parlera de "République bananière".

(1) brigandage

3- L'EMERGENCE DES PLANTATIONS BANANIERES

L'organisation de la grande plantation telle que l'on peut la voir maintenant, ne s'est pas imposée tout de suite. Dans une première période qui va approximativement de 1860 à 1900, la production de bananes était le fait de producteurs nationaux (E. TORRES RIVAS, 1976) qui transportaient le fruit jusqu'à la côte nord par leurs propres moyens pour le vendre à de multiples acheteurs (essentiellement des USA) qui réussissaient cependant à imposer leurs prix compte tenu de la nature périssable du produit. Le transport, tant terrestre que maritime, se faisait dans des conditions précaires. Les conditions de transport et de prix peu favorables aux producteurs locaux ne favorisaient pas le dynamisme de ceux-ci.

L'apparition du transport réfrigéré vers les années 80 accéléra la concentration au niveau des entreprises de transports et commercialisation qui passeront de plus de 100 à 22 aux USA en 1899 (V. CARIAS, V. MEZA).

C'est le produit de cette concentration qui aboutira aux 2 compagnies actuelles. Dès 1899, les premières concessions sont accordées aux frères VACCAROS (E. TORRES RIVAS, 1976) qui permettent la pénétration des compagnies de transports au niveau de la production. En contrepartie les compagnies s'engagent à construire des voies de chemins de fer.

Les plantations vont alors se développer peu à peu de part et d'autre des voies de chemins de fer construites. Elles s'organisent suivant un modèle capitaliste, la main d'oeuvre, peu disponible au Honduras du fait de la rigidité des structures foncières évoquée précédemment viendra d'autres pays, en particulier du Mexique, du Salvador et des Caraïbes (1).

On assiste ainsi à une intégration verticale mais aussi horizontale : investissements dans la banque, l'industrie (savon, alcool, bière, chaussures), autres produits agricoles (sucre), de façon à permettre l'approvisionnement de la plantation et de ses salariés.

Les relations des compagnies bananières avec l'économie hondurienne étaient réduites à leur plus simple expression. Ni le modèle d'organisation, ni l'avance technique n'ont pu se transmettre au reste du pays. Dans le cas du Honduras, la caricature fut d'ailleurs poussée à l'extrême : les impôts payés par régimes exportés sont restés dérisoires et l'obligation faite de construire des chemins de fer pour rejoindre la capitale Tegucigalpa et favoriser l'intégration économique du pays n'a jamais été réalisée. Les lignes se sont limitées à desservir les plantations existantes sans aucun bénéfice pour le reste de l'économie.

Ces plantations bananières constituent une excellente illustration du concept "d'enclave".

(1) C.S. de MORAIS note que la Toponymie de la côte nord atteste cet afflux de Mexicains : Durango, Sinaloa, Maida...

4- LES CAMPAGNES HONDURIENNES A LA VEILLE DE LA PREMIERE REFORME
AGRAIRE (1962)

Le survol rapide de la formation des structures de production au Honduras fait bien ressortir l'originalité de la situation nationale qui s'articule autour de 2 évènements (ou processus) :

- l'incapacité à passer le cap de la réforme libérale et de profiter pleinement de la demande naissante sur le marché mondial de produits agricoles (café, indigo, etc...) permettant l'émergence d'une "bourgeoisie nationale" semblable à celle qui a pris naissance dans les pays voisins (Guatémala, Salvador en particulier autour du café).

- l'apparition récente, au début du XXème siècle des deux compagnies bananières qui mettaient sur pied une économie de plantations dans la zone nord du pays (la plus fertile), mais une économie d'enclave qui étouffera là aussi la naissance d'un véritable Etat national.

Il nous faut maintenant examiner le résultat de ce processus par le biais de la situation existant dans les campagnes au début des années 60. Nous insisterons particulièrement sur les structures (distribution des terres, des revenus) et sur les formes de production.

41- Structures de production

Entre les deux recensements effectués en 1952 et 1965, l'inégalité dans la distribution des terres s'accroît comme le montre le tableau suivant :

Distribution des exploitations (voir A.M. FRASSINETTI, 1973)

	1952		1965	
	nb %	Surface %	nb %	Surface %
< 9 manzanas (6,3 ha)	65,1	15,7	67,5	12,5
> 500 mzs (350 ha)	0,2	28,2	0,4	27,5

C'est l'importance et surtout l'exigüité croissante des petites exploitations qui apparaît préoccupante contrastant avec l'extrême concentration des grandes.

FRASSINETTI note par ailleurs que la substitution du concept de propriété à celui d'exploitation ("furca") accentue encore cette concentration.

Ainsi dans le département d'Atlantida (nord du pays) on ne compte que 30 noms pour 82 exploitations qui occupent à elles seules 28,9 % de la surface (les 2 compagnies bananières à elles seules occupent 15,7 % de la superficie). De même dans le sud (département de Choluteca) : 84 noms pour 364 exploitations occupant 45,6 % de la superficie.

Les 279 exploitations les plus grandes occupent à elles seules 19,6 % de la superficie du pays avec une moyenne de 1800 ha chacune (cf : Plan National de Réforme Agraire, (PNRA), 1975).

42- Emplois et revenus

Les revenus moyens nationaux (PIB par habitant aux prix 1966) étaient de 391 lempios (1 lempia = 0,5 dollar US), mais seulement de 172 dans le milieu rural et même 149 si l'on met à part les compagnies bananières (PNRA 1975).

En outre ces revenus, comme les terres, sont très inégalement répartis. Une estimation réalisée par un groupe d'experts de la FAO donnait les résultats suivants (cité par N. GARCIA et G. CADALSO, 1973).

Distribution du revenu et de la superficie en exploitations entre la population rurale en 1970

	population rurale %	revenus agricoles %	superficie %
Exploitants ayant moins de 4 ha	65	24	6
4 à 35 ha	31	36	34
> 35 ha	4	40	60

Ces résultats font, en outre, ressortir la meilleure productivité par ha des petites exploitations ou plutôt une meilleure utilisation des terres.

De fait, les exploitations de plus de 50 ha ne cultivent effectivement (cultures annuelles ou permanentes) que 10 à 15 % des terres disponibles contre 80 % pour les petites (PNRA 1975). 800 familles les plus riches ont un revenu global supérieure à celui de 200 000 familles paysannes (G. GONNES, 1976).

L'étude FAO déjà citée estimait qu'en 1970, il existait un excédent de main d'oeuvre de près de 250 000 actifs dans le milieu rural sur les 550 000 existant en supposant que chaque actif ait une productivité moyenne (compte tenu des techniques connues). Aux 180 000 paysans sans terre, il faut ajouter 180 000 postes correspondant à du sous-emploi dans des

exploitations de moins de 9 manzanas, mais au contraire il existe une possibilité de création de 110 000 postes dans les exploitations de plus de 50 manzanas.

On estime qu'environ 30 % de la population vivant de la production agricole, n'a aucun accès à la terre soit environ 100 000 familles et que 50 000 autres n'ont pas suffisamment de terre pour vivre (G. DURAND, 1981).

43- Modèles de production

Courant des années 60 et début des années 70, coexistent et quelquefois se superposent 4 modèles de production :

1) La petite exploitation de subsistance (minifundio) employant des techniques rudimentaires et insuffisantes à occuper totalement la main d'oeuvre. Une partie de l'année, le paysan doit trouver à s'employer sur les moyens ou grands domaines proches. Le mode de tenure est souvent précaire : occupation terres nationales, bail verbal par le propriétaire-employeur...

2) Les petits et moyens producteurs indépendants (souvent planteurs) disposent le plus souvent d'un titre de propriété. Les cultures sont le café, tabac, quelquefois le sucre et le coton. L'emploi de main d'oeuvre est fréquent mais limité. Les techniques employées restent rudimentaires.

3) Grands domaines d'élevage (type latifundio) à caractère nettement extensif où le propriétaire est souvent absent relayé par un régisseur.

4) Les plantations de type capitaliste autour de cultures comme la banane, le sucre, le coton et même le tabac avec une main d'oeuvre salariée permanente et un volant de main d'oeuvre occasionnelle pour les points de travail. Elles utilisent les techniques les plus modernes et s'organisent autour d'une usine de conditionnement ou de première transformation (conditionnement et exportation de la banane sucrière, usure d'égrenage du coton,...).

2ème PARTIE - LA REFORME AGRAIRE DE 1972-74

1- CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

La promulgation de la première loi de réforme agraire date de 1962. Mais le Honduras ne faisait qu'appliquer par là une "directive" de l'Alliance pour le Progrès sous l'impulsion des Etats-Unis qui craignaient que n'apparaissent de nouveaux Cuba sur le sol latino-américain. De fait, cette loi, même si elle remettait en cause, certes dans des limites très strictes, le sacro saint droit de propriété, restera pratiquement lettre morte pendant plusieurs années.

On peut cependant affirmer qu'elle donnera le cadre juridique pour des actions jusqu'ici inconcevables.

Mais pour bien comprendre la mise en oeuvre du changement social que l'on pourra observer dans les années 70, il nous faut nous intéresser aux antécédents de la réforme agraire d'une part et au mouvement qui a agité la société hondurienne dans le courant de l'année 1954, autour de la grève des travailleurs de la banane.

2- LES ANTECEDENTS DE LA REFORME AGRAIRE (1)

Dès 1951, utilisant les possibilités des lois agraires de 1924 et 1936, 258 familles paysannes reçurent 20 ha chacune constituant ainsi la Colonie Agraire de Catacamas (département d'Olancho) administrée par le Ministère de l'Agriculture.

Il faudra attendre 1958 pour retrouver ce type de distribution de terres, suivi de 3 colonies organisées en 1959, 1 en 1960 et une dernière en 1963. Les départements intéressés sont : région Sud (Choluteca) et Nord (Yoro, Cortés et Atlántida).

Au total, entre 1951 et 1963, ce sont près de 1800 familles qui ont bénéficié de la distribution d'environ 45 000 ha. Cependant les résultats seront très inégaux : globalement, les colonies de l'Olancho et du Sud du pays donnèrent des résultats satisfaisants alors que pratiquement toutes celles du Nord se sont vite désorganisées : vente des terres, voire même location à des tiers.

Faut-il voir là un manque d'encadrement de la part du Ministère de l'Agriculture ou bien un comportement des paysans lié à leurs origines : anciens petits paysans parcellaires ou bien anciens ouvriers des compagnies bananières ? (C. SANTOS de MORAIS 1976). Toute cela demanderait des recherches particulières, il est cependant frappant de constater la fréquence de l'échec dans la région Nord, zone d'installation des compagnies bananières.

(1) N.A. GARCIA, G.A. CADALSO, op.cité

3- L'ESSOR DU MOUVEMENT PAYSAN AU HONDURAS

La naissance et le développement du mouvement paysan est à rechercher dans les luttes menées par les ouvriers de la banane depuis le début du siècle. A la suite de plusieurs coups de boutoir contre les diverses compagnies depuis la première grève de 1916, contre la Cuyamel Fruit Co, l'unité du mouvement se réalisa en 1954 où l'on assista à un puissant mouvement de grève contre les United et Standard Fruit Co. Cette grève dura plusieurs mois, appuyée par de larges couches de la population hondurienne et fut un succès total. Outre la satisfaction des revendications des ouvriers des Compagnies quant aux salaires et conditions de travail, elle permit la naissance du mouvement syndical tant dans le monde ouvrier que paysan.

La FESITRANH (Fédération des syndicats de travailleurs du nord du Honduras) a vu effectivement le jour dès la fin de la grève en août 1954. Par ailleurs les paysans de la région nord du pays avaient soutenu activement la grève des travailleurs de la banane. C'est à l'abri et avec l'aide de la FESITRANH que va se mettre sur pied dès 1962 l'ANACH (Association Nationale des Paysans du Honduras). Au moment où naît l'ANACH, sous l'égide de la FESITRANH mais aussi avec l'aide de l'Institut Américain pour le syndicalisme libre, se discute au Congrès National la loi de Réforme Agraire qui sera promulguée le 29 septembre 1962. L'ANACH se trouvera aussi être le principal interlocuteur du gouvernement en matière de réforme agraire et pourra aussi servir de relais pour sa mise en place. Elle est actuellement la plus forte organisation paysanne avec environ 80 à 100 000 adhérents.

Par la suite, dans le courant des années 60, vont surgir 2 autres organisations :

. l'UNC (Union Nationale des paysans) d'inspiration démocrate chrétienne créée en 1964 et organisée en "lignes agraires". Elle revendique 65 000 adhérents.

. FECORAH (Fédération des Coopératives Agricoles de la Réforme Agraire Hondurienne) créée en 1970 qui regroupe quelques 130 coopératives de production.

Ainsi au début des années 70, le mouvement paysan regroupait plus de 150 000 adhérents et était considéré comme l'un des plus forts et mieux organisés de toute l'Amérique Centrale.

4- FORMES DE LUTTE DANS LA CAMPAGNE HONDURIENNE

Axées autour de la lutte pour l'accès à la terre, les revendications et formes de lutte des organisations paysannes vont se modifier tout au long des années 60.

Parallèlement, le rôle de l'Institut National Agraire (INA) créé en 1962 et chargé de la gestion du secteur réformé va lui aussi connaître de profonds changements.

Malgré les quelques 45 000 ha distribués à environ 1 800 familles entre 1951 et 1963, on pouvait estimer que plus de 150 000 familles avaient encore besoin de terre (cf : plus haut).

Le premier travail de l'INA, va d'abord consister, outre l'encadrement de ce qui restait des colonies agraires précédentes, à protéger les paysans qui bénéficiaient de mode de tenure précaire (location verbale, de courte durée, formes de métayage...) (N.GARCIA, G. CADALSO 1973).

En face de cette position attentiste, les luttes foncières vont prendre la forme d'invasions de terres illégalement occupées par de gros propriétaires ou les compagnies bananières, ou des terres inexploitées demandant par là même que l'on attribue ces terres en lots individuels aux paysans qui en ont besoin.

Ces luttes vont prendre un tour nouveau quand en 1965, un groupe d'une cinquantaine de paysans de la côte nord, sous la direction de l'ancien dirigeant de l'ANACH Elfrain Diaz Galeas envahissent des terres alors en concession à la United Fruit Cie mais que cette dernière laissait exploiter de façon très extensive par des éleveurs de bétail anciens employés de la compagnie.

La décision est alors prise de travailler ces terres collectivement et de créer une coopérative de production. Le qualificatif de "communiste" tombe très vite sur cette expérience nouvelle et son leader est vite exclu de l'ANACH qui voit d'un mauvais oeil cette expérience collective.

Malgré cela, la nouvelle coopérative de Guanchías persiste et se voit attribuer 700 manzanas (500 ha) par l'INA et reçoit en outre de l'aide de l'Université autonome de Tegucigalpa.

Après trois années difficiles, le groupe se lance dans la culture de la banane en 1968 et réussit en août 1969 à signer un contrat de production et commercialisation avec la Standard Fruit Cie (concurrente de la United) : la coopérative s'engage à cultiver la banane et à la commercialiser entièrement auprès de la Standard pendant 10 ans. L'assistance technique, les inputs nécessaires sont fournis par la compagnie qui se réserve le droit d'installer l'infrastructure nécessaire au dégagement des fruits de la plantation : ligne de chemin de fer, usine de conditionnement...) (G. DURAND, 1981).

Suite à ce contrat, la coopérative de Guanchías ira de succès en succès et connaîtra une réussite économique remarquable.

L'exemple fait vite tache d'huile, dès 1967, quelques coopératives se créent autour et constituent ce que l'on appelle le "complexe Guanchías" puis vers 1969, d'autres se constituent dans le Sud du pays. Le modèle prend corps et se développe davantage suite à la création de la fédération FECORAH en 1970.

La réussite obtenue par ces coopératives de production en terme d'accès à la terre et d'amélioration des conditions de vie modifie l'attitude des paysans et de leurs organisations devant ces expériences d'abord qualifiées de "communistes". Tant l'ANACH que l'UNC développent des modèles d'exploitation collective et l'on assiste, fin des années 60, début des années 70, à un développement considérable des luttes foncières qui se traduit par des invasions de terre par des groupes de paysans organisés.

La loi de 1962 s'avère totalement inadaptée à satisfaire les exigences des masses paysannes. L'organisation d'une marche de la faim sert alors de détonateur à la prise du pouvoir par les forces armées du Général LOPEZ ARELLANO le 4 novembre 1972 qui s'assurent l'appui des paysans au travers du décret n°8 publié le 26 décembre de la même année donnant satisfaction dans le court terme aux revendications des paysans. En outre les forces armées promettent une nouvelle loi de réforme agraire dans les 2 ans plus favorable au monde paysan : elle sera promulguée, de fait, en janvier 1975.

5- LE DECRET N°8 ET LA LOI DE REFORME AGRAIRE DE 1975

Le décret n°8, prélude à la loi de janvier 1975, apporte la caution légale à l'expérience de la coopérative de Guanchías qui devient peu à peu le "modèle hondurien de réforme agraire". Il précipite la distribution de terres "nationales" ou "communales" et favorise la création de groupes de paysans organisés collectivement : les "asentamientos" avec l'objectif d'en faire des coopératives sous le modèle Guanchías. Un fonds spécial de 2 millions de \$ US est mis à disposition de ces asentamientos auprès de la Banque Nationale de Développement (Banco nacional de Fomento).

Dans les 2 ans qui suivent ce décret, on estime à plus de 600 le nombre d'asentamientos (coopératives ou non) qui se sont organisés dans la campagne hondurienne. Ils regroupent quelques 23 000 familles sur environ 100 000 manzanas.

Qu'apporte de nouveau la loi de 1975 ? Comme le décret précédent, de même que la loi de 1962, elle insiste sur la "fonction sociale" de la terre qui doit être de produire et de satisfaire les besoins du pays. La réforme agraire est donc la priorité du pays dans le cadre du plan national de développement proposé par les forces armées, mais en contrepartie, ne sont expropriables que les domaines sous ou mal exploités. Il n'est donc pas question de toucher aux compagnies bananières, ni aux grandes "haciendas" de coton, café, sucre, etc...

La distribution des terres disponibles se fera prioritairement aux groupes organisés. Ces groupes devront ensuite choisir entre 2 statuts :

- la coopérative de production suivant le modèle Guanchías
- l'entreprise associative paysanne (Empresa Asociativa Campesina : EAC) dont les statuts sont précisés dans la loi.

Les groupes ainsi formés ne sont pas abandonnés à leur sort : l'INA est chargé de l'organisation des groupes potentiellement bénéficiaires de la loi et doit favoriser le développement des 2 formules associatives citées. Il se porte caution auprès de la banque de développement de tous les prêts accordés à ces groupes. Enfin le Ministère des Ressources Naturelles assure l'assistance technique.

Les organisations paysannes jouent un rôle important dans cette organisation et constituent les interlocuteurs privilégiés pour tout ce qui concerne la réforme agraire.

Ainsi la période qui va de la grève de 1954 à la promulgation de la 2ème loi de réforme agraire de 1975 marque une accélération dans l'évolution des structures foncières et économiques du pays. Des changements qui apparaissent semblent modifier radicalement les rapports sociaux existant dans la société hondurienne : naissance d'un mouvement syndical puissant, montée d'un mouvement paysan, apparition de nouvelles formes de productions dans la campagne. Il reste cependant à en apprécier la portée et saisir les limites d'un tel changement dans la perspective historique que nous avons esquissé dans la première partie.

3ème PARTIE : LES LIMITES DE LA REFORME AGRAIRE

1- UNE REUSSITE INCONTESTABLE DU MODELE COOPERATIF

Le modèle coopératif mis en place dans le cadre de la réforme agraire hondurienne constitue une réussite incontestable. C'est notamment le cas de la Coopérative de Guanchías mais aussi de la plupart des coopératives de FECORAH et des "asentamientos" créés dans la période 1969-75.

11- Le modèle Guanchías

Constituée, comme nous l'avons vu, par un groupe de 58 paysans, la coopérative a connu un démarrage difficile jusqu'à la signature du contrat de production de banane avec la Standard Fruit Cie en 1969. Les excédents financiers deviennent alors substantiels, le nombre des adhérents se stabilise à 130. Dès 1973, une diversification des productions s'amorce qui permet de s'affranchir, certes dans une mesure très limitée, de la rigidité et la fragilité du contrat bananier : poules pondeuses, bovins, porcins et même fabrication d'aliments à partir du maïs produit.

En 1975, lorsque nous découvrons la coopérative, elle est au sommet de sa réussite : elle est propriétaire de 750 ha de terre dont 440 en bananes, 150 en maïs, 6 de cultures maraichères, elle dispose de 28 tracteurs, 32 voitures et camions, elle possède en outre 250 bovins, 5 500 poules pondeuses et un atelier porcin de 100 truies (G. DURAND, 1982).

Chacun des membres reçoit une "avance" (1) de 6 lempiras (1 lempira = 0,5 dollar US) par jour de travail effectif alors que le salaire minimum à la campagne n'est que de 3 lempiras/jour. Les excédents générés chaque année ne sont pratiquement jamais redistribués mais servent pour une part à l'autofinancement de l'appareil de production et le reste est investi dans des éléments d'infrastructure pour la communauté. C'est ainsi que la coopérative a pu financer un lotissement d'une centaine de maisons toutes équipées, un réseau d'eau potable, la production et la distribution d'électricité, une école et un centre de santé.

Cette réussite facilite le maintien de la cohésion entre les membres confortée par la forte personnalité de son président et fondateur : Elfrain Diaz Galeas.

Dans l'environnement immédiat de Guanchías, se constituent d'autres coopératives sur le même modèle que la première même si les résultats obtenus ne sont pas aussi brillants. L'ensemble Guanchías, Buenos Amigos et Agua Blanca Gur toutes trois orientées vers la production bananière en contrat avec la Standard Fruit Cie forme ce que l'on a appelé le "Complexe Guanchías" qui représente une superficie d'environ 1 100 ha de bananeraie.

(1) L'avance constitue la rémunération provisoire de l'apport en travail des membres de la coopérative, le solde (positif ou négatif) étant réglé en fin d'exercice suivant les résultats de l'année.

C'est sur ce modèle que vont se constituer un certain nombre d'Unités Collectives de Production à la suite du décret n°8 et de la loi de 1975.

12- Les Unités Collectives de Production de la réforme agraire

La convergence de la réussite du modèle Guanchías avec l'aide de l'INA et des formes collectives de lutte adaptées par les trois grandes organisations paysannes explique l'explosion du nombre de ces "asentamientos" collectifs dès 1972. En 1975, on peut dénombrer près de 600 entreprises communautaires regroupant environ 18 000 familles sur plus de 60 000 ha (G. DURAND, 1982). Le Conseil National de Planification (CONSUPLAN) en dénombrait 1272 au 30 mars 1976, regroupant près de 50 000 familles sur plus de 150 000 ha. Chiffres sans doute quelque peu exagérés mais qui donnent l'ampleur et la rapidité du phénomène.

Elles ne connaissent certes pas les mêmes succès de la coopérative de Guanchías, un bon nombre s'acharnent à cultiver du maïs et des haricots rouges sur des terres de mauvaise qualité. Cependant, un nombre non négligeable a accès aux cultures d'exportation : coton (1), canne à sucre, palmier à huile, agrumes, melons etc...

Ces groupes ont entre 20 et 100 membres (la grande majorité étant d'anciens ouvriers agricoles) qui élisent une "junte directive" (Conseil d'administration) et un conseil de surveillance. Tous ont bénéficié d'un appui de l'INA pour leur constitution et de conseils pour s'organiser. L'objectif de l'Institut Agraire étant de structurer ces groupes bénéficiaires de la réforme agraire, les habituer à travailler en commun afin qu'ils puissent ensuite choisir entre les formes d'organisation prévues par la loi : coopératives ou entreprises associatives (EAC). Il se porte en outre caution des prêts accordés par la Banque Nationale de Développement (prêts de campagne pour les cultures, à moyen terme pour les tracteurs et machines agricoles).

Les crédits sont accordés en priorité aux cultures commerciales. L'argent est ensuite débloqué suivant un processus très complexe dont le but est d'éviter un détournement des fonds vers d'autres destinations que celle prévue. Les intrants sont directement réglés aux distributeurs par la Banque, les différentes opérations culturales (labour, desherbage, récolte, etc...) font l'objet d'un contrôle d'un technicien appartenant au Ministère de l'Agriculture et d'un visa du contrôleur financier de l'INA. Enfin les journées de travail effectuées par les membres du groupe et les salaires extérieurs sont enregistrées sur une feuille de présence qui permet au Président de retirer la somme correspondant à leur rétribution auprès de la banque. L'avance par jour de travail effectif est fixée unilatéralement par la banque et l'INA à 3 lempiras par jour. Il n'est pas possible de retirer une somme supérieure à la rémunération du temps de travail moyen constaté dans la région par ha d'une culture déterminée.

(1) dès 1973, les coopératives de réforme agraire fournissaient 20 % de la production nationale de coton (N. GARCIA, G. LADALSO, 1973).

Cet encadrement assez strict a tout de même permis à d'anciens "peones" (ouvriers agricoles, paysans sans terre) d'utiliser les techniques de cultures les plus modernes : tracteurs, moissonneuses-batteuses de riz, engrais, épandage de pesticides par avion etc... Ce qui aurait été totalement impossible pour des petits exploitants ayant reçu un lopin de terre.

2- LA NAISSANCE DIFFICILE DE L'E.A.C. d'ISLETAS

Il faut attendre 1975 pour voir naître les premières entreprises associatives paysannes (EAC : Empresa Asociativa Campesina) dont les statuts sont esquissés dans la loi de janvier 1975. Nous nous intéresserons plus particulièrement à l'expérience la plus significative, celle de l'EAC d'Isletas dans le Nord Est du pays.

21- La création de l'EAC d'Isletas

L'ouragan FIFI en 1974 provoqua des dégâts considérables sur toute la zone nord du pays. La plantation bananière d'Isletas appartenant à la Standard Fruit Cie sera complètement détruite et abandonnée par la compagnie qui licenciait de ce fait ses 2 000 ouvriers. Devant le refus de la compagnie de remettre en état les installations, une partie de ces derniers adhérents au SUTRASFO (Syndicat des Travailleurs de la Standard Fruit C^o) pressèrent l'Etat hondurien pour qu'il nationalise les terres et installations de la Standard afin d'y installer des coopératives encadrées techniquement et financièrement par l'Etat. La décision d'expropriation sera prise en septembre 1975 et portera sur plus de 30 000 ha dont 2 000 de bananeraie. Mais déjà dès avril 1975, 204 anciens ouvriers de la plantation avaient constitué l'Entreprise Associative d'Isletas s'appuyant sur les textes de la loi de janvier de la même année avec pour objectifs :

- . remettre en culture la plantation de 2 076 ha de bananes
- . organiser sa commercialisation

L'EAC recevra l'appui de l'INA et de PROCCARA (Programme de formation paysanne pour la réforme agraire, programme financé et encadré par le PNUD-FAO).

22- Les résultats de l'EAC d'Isletas

Dans les quelques mois qui suivent sa création, l'EAC d'Isletas réussit à réhabiliter une grande partie des plantations et réaliser le premier embarquement de bananes. Le nombre des membres passe très rapidement de 204 en avril à 750 en novembre et permet l'intégration, entre les anciens ouvriers de la plantation, de paysans originaires d'autres régions du pays (M. PINEDA, 1976).

Les projets de développement ne manquent pas sur les 30 000 ha expropriés. Ils concernent, outre la bananeraie, une diversification des productions dirigées vers la satisfaction du marché intérieur : riz, maïs, yuca, soja... à partir de techniques modernes.

Dans un premier temps, un contrat est signé avec la Standard Fruit Cie (dès le 20 juin 1975) dans les mêmes termes que celui de la coopérative Guanchias pour la commercialisation des fruits. Puis l'entreprise traitera avec une agence d'Etat : la COHBANA (Coorporation Hondurienne de la banane) qui jouera le rôle d'intermédiaire entre elle et la Standard Fruit Cie assurant à la fois :

- les opérations d'achat-vente des fruits
- l'assistance technique et financière

COHBANA apparaît ainsi comme une institution susceptible d'assurer la prise en mains de la "question bananière" par les honduriens eux-mêmes.

L'originalité de Isletas tient à la fois à l'origine de ses membres (anciens ouvriers de la compagnie et la plupart membres du syndicat SUTRASECO, même si des paysans d'autres régions du pays ont rejoint par la suite l'entreprise) mais aussi à sa dimension et à sa capacité à la croissance. L'EAC semble se substituer parfaitement à la compagnie bananière, elle en reproduit d'ailleurs le modèle technique mais son fonctionnement repose sur la démocratie à l'intérieur de l'entreprise : les dirigeants sont élus par l'assemblée générale et peuvent être désavoués par elle. Par ailleurs, l'EAC démontre une capacité à dominer le processus de production de même que la commercialisation en amont et en aval avec l'aide de l'agence COHBANA. Elle présente par là même une alternative plausible à la domination des compagnies étrangères. C'est ce qui ressort de l'analyse de D. SLUTZKY et E. ALONSO qui prétendent par ailleurs qu'elle est en cela nettement supérieure au modèle coopératif prôné par FECORAH qualifiée par ces mêmes auteurs d'organisation de "stabilisation sociale" par opposition aux "organisations de lutte".

Cette opposition entre le modèle EAC et le coopératif prend des tours très vifs tout au long des années 75-77 qui aboutissent en février 1977 à la prise d'assaut des locaux de l'EAC d'Isletas et l'emprisonnement des dirigeants sous l'accusation de malversation de fonds. La presse d'opposition de l'époque y ajoutait l'accusation de communisme à l'encontre de l'entreprise associative et surtout de ses assesseurs du programme FAO-PNUD qualifiés d'agents du communisme international. Il est difficile, même a posteriori, de trancher sur ce débat et sur cette campagne de discrédit de l'EAC : l'entreprise associative est-elle vraiment supérieure au modèle coopératif ? Les difficultés qu'elle rencontre sont-elles le fait des compagnies étrangères qui craignent la concurrence de COHBANA d'une part puis la mise en place prévue à l'époque de COMONBANA (commercialisation multinationale de la banane) organisme dépendant de l'UPEB (Union des pays exportateurs de bananes). D. SLUTZKY et E. ALONSO le croient volontiers.

3- LES CONTRADICTIONS DU SECTEUR DE REFORME AGRAIRE

Le combat que se livre le modèle coopératif représenté par FECORAH et la modèle EAC type Isletas démontre bien que nous sommes loin de l'unanimité dans le secteur que certains ont qualifié de "contemporain". L'observation attentive du secteur réformé fait ressortir un certain nombre de contradictions qui permettent de douter de l'avenir de ce secteur comme alternative à la plantation étrangère d'une part et aux structures agraires traditionnelles d'autre part. Nous examinerons dans cette partie le seul secteur coopératif que nous avons pu observer de l'intérieur.

31- Les rapports sociaux dans les coopératives

Malgré le respect formel de la démocratie coopérative, on constate que certains dirigeants, voire même conseils d'administration, n'ont quasiment jamais changé depuis la création des groupes. Ces mêmes dirigeants participent rarement aux travaux des champs.

Le problème de la main d'oeuvre salariée se pose également. Si l'utilisation d'une main d'oeuvre salariée occasionnelle se justifie souvent pour faire face aux pointes de main d'oeuvre (d'autant qu'il peut s'agir des membres de la famille des membres associés) dans des cultures à rythme très saisonniers comme le coton, riz... elle devient tout à fait anormale et d'ailleurs contraire aux principes coopératifs affichés lorsqu'elle prend un caractère permanent. C'est pourtant le cas de la coopérative modèle Guanchías qui emploie en permanence 200 salariés (pour 130 associés) qui de surcroît reçoivent un salaire de 3 lempiras par jour de travail effectif contre une "avance" de 6 pour les associés coopérateurs. Ces derniers refusent l'intégration de ces salariés dans la coopérative qui viendraient diminuer les avantages acquis. Il y a là un rapport d'exploitation évident justifié aux yeux des associés par les difficultés de mise en oeuvre de la coopérative. En ce domaine, il faut reconnaître que la courte expérience de l'EAC d'Isletas ne présente pas les mêmes caractéristiques puisque le nombre de membres était régulièrement ajusté aux besoins en main d'oeuvre.

Ce rapport d'exploitation n'est pas le seul fait de la coopérative Guanchías. Nous avons pu l'observer dans les riches (mais aussi les moins riches) coopératives du sud du pays. Le cas du coton est révélateur où nous avons pu calculer que 60 % du poste main d'oeuvre des crédits bancaires étaient destinés à la main d'oeuvre salariée. Dans ces coopératives, aucun effort n'était réalisé pour adopter un système de production qui aurait mieux utilisé la main d'oeuvre.

32- Une autonomie limitée par rapport à l'Etat

Les coopératives, de même que les "asentamientos" sont tributaires de l'Etat pour leur constitution. C'est l'Institut Agraire qui les aide le plus souvent à s'organiser pour pouvoir ensuite bénéficier d'attribution de terres. De plus, cet organisme se porte caution des prêts qui leurs sont accordés par la banque nationale de développement. Il est donc difficile d'aller à l'encontre de ces organismes pour le choix des cultures.

Il faut aussi rappeler que l'entreprise collective bénéficie d'une priorité d'attribution de terres dans la loi de janvier 1975. Ainsi beaucoup de groupes se constituent avec pour seul objectif l'accès à la terre, ce qui oblige l'INA à déployer force de travail et de promotion coopérative pour les convaincre des bienfaits de l'association. On doit reconnaître que cette formation coopérative qui est le fait d'anciens instituteurs reconvertis prend souvent le pas sur l'assistance technique et le conseil de gestion approprié. Les principes de Rochdale sont mieux connus que les vertus de la rotation des cultures ou les principes de la comptabilité.

Cette dépendance par rapport aux organismes publics apparaît flagrante dans le cas du projet de palmiers à huile et d'agrumes installés sur une zone de près de 50 000 ha dans la basse vallée du fleuve Aguán dans le Nord-Est du pays (vallée qui jouxte la zone d'Isletas). L'INA avait décidé d'en faire un projet de colonisation pouvant servir de zone d'accueil pour les paysans sans terre en provenance des régions à forte densité démographique (région de Choluttua et de Copán en particulier). Dans cette vallée abandonnée par United Fruit Cie en 1940 à la suite de la maladie des bananiers, l'Etat hondurien décide la récupération des terres et choisit d'y installer 5 000 familles de paysans sur le modèle coopératif (1) : La coopérative type devra comporter 100 familles sur 500 ha et sera dotée de 200 ha de palmes, 100 d'agrumes, le reste en culture vivrières (maïs et riz essentiellement).

Une telle rigidité, même si elle a permis l'installation rapide de 80 coopératives appartenant presque toutes à FECORAH et regroupant près de 4 000 familles, n'a pas été sans problèmes.

Après quelques années de fonctionnement, on pouvait constater qu'un pourcentage très faible des fondateurs des groupes étaient restés. Il était d'ailleurs très difficile de savoir ce qu'étaient devenus ces paysans qui après avoir été attirés par le mirage de l'Aguán (entretenu par la propagande officielle de l'INA) avaient ensuite quitté leur coopérative.

Même parmi les 14 premières coopératives à avoir bénéficié des plantations de palmes (culture enviée pour ses revenus potentiels) on constatait un certain désintérêt pour cette culture encore inconnue et qu'il fallait entretenir pendant 3 ans avec la première récolte. L'encadrement de l'IRHO (Institut de Recherche sur les Huiles et Oléagineux) et de l'INA ne suffisait pas à motiver les coopérateurs qui ne travaillaient que pour recevoir les 3 lempúas/jour de travail effectif et payés comme une "avance" prise sur les prêts consentis par la banque. Beaucoup de paysans avaient alors l'impression d'être les salariés de cette banque.

33- Une dépendance par rapport aux entreprises étrangères

Plus grave est la dépendance par rapport aux entreprises étrangères et notamment aux deux compagnies bananières.

Elle apparaît évidente pour le complexe Guanchías lié par un contrat très rigide avec la Standard Fruit Cie. En effet, rappelons-le, les coopératives du complexe sont tenues de vendre exclusivement à la compagnie et de suivre scrupuleusement les impératifs techniques de celle-ci : utilisation des engrais, pesticides, méthode d'irrigation, calendrier strict du travail d'entretien et de récolte. L'apport des coopératives dans ce contrat se résume aux terres et au travail fourni. Il est d'ailleurs significatif de voir la comptabilité d'une part et l'organisation du travail sur les plantations tenus par l'ordinateur du siège de la Standard, les dirigeants des coopératives se contentant de lire les listing et d'organiser les équipes de travail.

(1) Ce modèle ne s'est pas imposé tout de suite, les premières installations se sont faites sous la forme de lots individuels puis la coopérative a été retenue comme l'unique solution.

La seule issue dans ce cas réside dans la diversification des activités comme l'a déjà entamée la coopérative Guanchiás mais qui se heurte à un certain nombre de difficultés : financement, maîtrise et encadrement technique.

Sur ce point de la dépendance, l'EAC d'Isletas posait clairement le problème, l'objectif étant avec l'aide de l'agence COHBANA et s'appuyant sur l'UPEB (Union des Pays Exportateurs de Bananes) d'accéder à la commercialisation sans le recours aux deux compagnies américaines. Son expérience était cependant trop récente pour juger les résultats de cette stratégie (1).

Les compagnies étrangères ne se limitent pas au contrôle du secteur bananier. Elles se sont depuis longtemps intéressées au secteur industriel notamment depuis les aides octroyées dans le cadre du marché commun centre américain (MCCA) (V. LAINEZ 1974 ; David TOBIES, 1975). Elles ont, en outre, entamé un processus de diversification de la production depuis quelques années de façon à bénéficier des opportunités du marché mondial : c'est ainsi que sont apparues des plantations de palmiers à huile, d'ananas, d'agrumes sur le même modèle que les bananeraies.

D. SLUTZKY et E. ALONSO expliquent comment la Standard Fruit Cie proposa dès 1965 de produire des bananes dans la vallée de l'Aguan au moyen de producteurs indépendants puis la United Brands en 1973 qui proposait la même chose mais par le moyen de coopératives de production. Dans les deux cas, il s'agissait d'augmenter le volume commercialisé sans augmenter les investissements et en espérant que les modèles proposés seraient moins coûteux en main d'oeuvre que le salariat et présentaient des risques sociaux moins importants.

Si ces deux propositions n'ont pas abouti, il faut cependant préciser que l'huile de palme et les agrumes du projet de la basse vallée de l'Aguan étaient commercialisés par la Standard Fruit Cie et que le financement était assuré par la Banque Inter-américaine de développement (BID). La marge de manoeuvre des coopératives de cette zone était donc bien étroite.

La même Standard Fruit se trouve aussi engagée par l'intermédiaire d'une filiale PATSA dans un projet de production de melons et de pastèques dans la région de Choluteca.

(1) des informations récentes mais non confirmées font état d'une désagrégation de ce modèle EAC devant les coups de boutoir des milieux conservateurs et de l'organisation FECORAH. Isletas serait alors découpée en coopératives appartenant à cette organisation, quant à COHBANA elle n'a plus les moyens de sa politique.

Il s'agit là aussi d'un contrat très rigide entre PATSA et les coopératives et asentamientos de réforme agraire. L'atelier de conditionnement, de même que le financement de la culture, sont pris en charge par l'INA et la banque nationale de développement, l'assistance technique est assurée conjointement par PATSA et les techniciens du Ministère de l'Agriculture, PATSA se réserve le monopole de la commercialisation vers les USA où ces fruits arrivent à contre-saison.

Les projets précédents du même type mais réalisés sans la Standard avaient complètement échoué au niveau de la commercialisation, le marché des USA étant très dur à franchir (barrières sanitaires en particulier).

CONCLUSION

L'évolution des structures agraires au Honduras présente bien un caractère original par rapport aux autres pays d'Amérique latine d'une part et de la zone Caraïbe d'autre part. Si ce pays a connu pratiquement les mêmes périodes charnières que les voisins : colonisation, indépendance, réforme libérale, les réformes agraires des années 60, elles n'ont pas eu le même impact qu'ailleurs.

La colonisation a privilégié le secteur minier laissant à l'agriculture le rôle d'approvisionnement en produits alimentaires des zones minières coupées du monde par un réseau de communications difficiles. Il était rentable de transporter à dos de mule des produits comme l'or et l'argent mais pas des produits agricoles. Pendant ce temps d'autres pays connaissaient les riches plantations de canne à sucre travaillées par de la main d'oeuvre esclave.

Quand viendra le temps du café, coton, indigo, etc.. stimulé par une demande européenne croissante, le Honduras ne saura pas répondre et passera à côté de ce que l'on a appelé la "réforme libérale" pendant qu'émergeraient des bourgeoisies nationales au Salvador et au Guatemala.

C'est de l'extérieur que viendra la mise en place des plantations autour d'un produit dont la demande en provenance des USA allait croissante : la banane. L'intrusion des deux compagnies bananières au début du siècle plongera le pays dans une sorte de "dormance" politique qui durera jusqu'à vers les années 60.

Le mouvement paysan né de la grève contre les compagnies bananières en 1954 apparaît dans ce contexte très original à la fois par l'ampleur qu'il s'est donnée et par les nouvelles structures de production qu'il secrète.

Les coopératives de production et les entreprises associatives paysannes qui se mettent en place très rapidement dans le début des années 70 apparaissent prometteuses. Bouleversant certaines structures archaïques, elles permettent l'intégration d'une grande partie des paysans marginalisés dans l'économie nationale et opèrent une sorte de "grignotage" de secteurs jusqu'ici réservé aux compagnies étrangères. Certains auteurs n'hésiteront

pas à qualifier ce processus de "secteur contemporain" qui viendra supplanter le secteur traditionnel et concurrencer le secteur moderne des plantations. La réalité semble plus nuancée. Tout d'abord ce secteur associatif développe des modèles techniques et d'organisation assez proches de ceux du secteur moderne (modernisation, augmentation de la productivité du travail, substitution capital travail, division du travail dans l'entreprise), mais en outre il apparaît extrêmement dépendant de l'Etat d'une part et du secteur moderne d'autre part avec lequel il se trouve obligé d'entretenir des relations asymétriques. Mieux ces entreprises du secteur moderne s'accommodent parfaitement de l'émergence de ce secteur associatif qu'elles contrôlent relativement bien et qui leur permet de se désengager progressivement (mais pas complètement) de la partie production échappant par là même aux risques climatiques, politiques et sociaux.

Il semble donc que l'on ne puisse pas encore annoncer la fin des plantations.

Cependant l'analyse que nous avons conduite résulte pour l'essentiel d'observations que nous avons pu réaliser dans les années 1975-76, il serait intéressant de reprendre ce travail à la lumière de faits nouveaux et notamment :

- la radicalisation de la situation politique en Amérique Centrale qui conduit au retour de la droite traditionnelle au pouvoir à Tegucigalpa.

- l'aggravation de la crise internationale dont les effets étaient encore peu sensibles en 1975-76.

BIBLIOGRAPHIE

- Hector Perez BRIGNOLI "Economía y sociedad en Honduras durante el siglo XIX"
in Estudios Sociales centroamericanos sept-décembre
1973 - p.51-82
CSUCA Costa Rica 1973
- Hector Perez BRIGNOLI "La Réforma liberal en Honduras"
in Cuadernos di Ciencias Sociales n°8
Tegucigalpa Honduras nov 1973
éd. Nuevo Continente
- Virgilio CARIAS "Les companías bananeras en Honduras : un poco de
Victor MEZA Historia"
IIES (Instituto de Investigaciones económicas
y Sociales
Tegucigalpa Honduras
- Guy DURAND "Réforme agraire, coopératives de production et
multinationales : l'exemple du Honduras"
in Sciences agronomiques Rennes 1981-82
- Guy DURAND "Les coopératives de production au Honduras : une
réussite ambiguë"
in Economie Rurale, n°147-148 janvier-mars 1982
- Antonio Murga FRASSINETTI "Estructura agraria y latifundio : el caso de Honduras"
in Economía política IIES Tegucigalpa Honduras
n° 5 mayo-agosto 1973
- Noél A. GARCIA "Honduras, empresas comunitarias campesinas"
Gústavo A. CADALSO IICA-INA Tegucigalpa 1973
(Instituto Interamericanos de Ciencias Agrícolas)
- Gerson GOMES "Reforma agraria y desarrollo económico : el caso
de Honduras"
Proccara Ina Tegucigalpa 1976
- Vilma LAÍNEZ "La contribución de la inversión privada extranjera à la
economía nacional"
in Economía política Instituto de Investigaciones
Económicas y Sociales Tegucigalpa Honduras
n° 7 enero-abril 1974
- Clodomir Santos de MORAIS "El modelo hondureño de desarrollo agrario"
Proccara - Ina Tegucigalpa 1976
- Marcel NIEDERGANG "Les vingt Amerique Latine" éd. Seuil 1969 Paris
- Miguel PINEDA "Isletas"
in Honduras Agraria n° 1 enero-abril 1976
p. 203-207
Proccara Ina - Tegucigalpa - Honduras CA